

PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

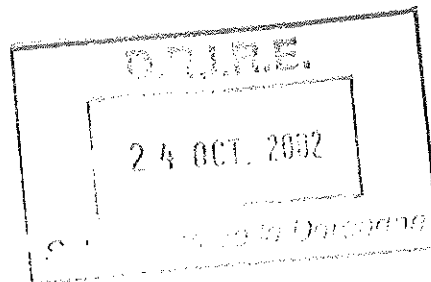
**DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT LOCAL
ET DU CADRE DE VIE**

**BUREAU DE L'URBANISME
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

REFERENCE A RAPPELER

N° : 021751

DATE : 04 OCT. 2002



LE PREFET DE LA DORDOGNE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code minier ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, les décrets n° 80-331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU le décret 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de ladite loi ;

VU le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mai 1992 autorisant la société des Carrières de Dussac, domiciliée rue de l'Égalité BP20, 87500 SAINT YRIEIX LA PERCHE, à exploiter la carrière à ciel ouvert de diorite sur le territoire de la commune de Lanouaille, au lieu-dit «Pont de Dussac», précédemment autorisée au nom de la société des Carrières de Cognac ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 1988 autorisant la Société SA CARRIÈRES DE DUSSAC, domiciliée rue de l'Égalité BP20, 87500 SAINT YRIEIX LA PERCHE à modifier les

conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de diorite sur le territoire de la commune de Lanouaille, au lieu-dit «Pont de Dussac» ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1999 autorisant l'extension, le renouvellement d'autorisation et l'autorisation d'exploiter une installation de traitement de minéraux ;

VU la demande en date du 8 juillet 2002, enregistrée le 9 juillet 2002 par laquelle la SA Calcaires et Diorite du Périgord, domiciliée Les Planeaux, 24800 Thiviers sollicite le changement d'exploitant à son nom ;

VU l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 29 juillet 2002 ;

VU l'avis émis par la commission départementale des carrières dans sa réunion du **17 SEP. 2002**

VU l'avis du directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1 er

La SA Calcaires et Diorite du Périgord, domiciliée Les Planeaux, 24800 Thiviers est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de diorite et de l'installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Lanouaille, au lieu-dit «Pont de Dussac» précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 7 décembre 1999 au nom de la SA Carrières de Dussac.

Ces activités sont visées par les rubriques :

2510.1 exploitation de carrières (autorisation).

2515.1 Broyage, concassage, criblage, ensachage, mélange de pierres, cailloux et autres produits minéraux naturels pour une puissance de 1000 kW (autorisation).

Article 2

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, ainsi qu'un plan de phasage des travaux et un plan de remise en état du site, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées dans la section AB sous les numéros 60 et 62 et dans la section C sous les numéros 1, 2, 314, 316, 318, 326, 328, 330, 332.

La surface globale approximative s'élève à 45 ha 33 a 60 ca.

Le tonnage total de matériaux à extraire est d'environ 6 900 000 tonnes.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 250 000 tonnes, le tonnage moyen de 230 000 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers jusqu'au 7 décembre 2029. Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 3

L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

Article 4

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions du code minier et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

Article 5

5.1. L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Des panneaux A14 doivent être placés aux endroits appropriés.

5.2. Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.3. Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

5.4. Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place en périphérie de cette zone.

5.5. L'exploitant doit procéder à la végétalisation des talus et des stocks de stériles existants sur la carrière.

Article 6

L'exploitant doit indiquer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, conformément aux dispositions du règlement général des industries extractives, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux, le nom de l'organisme extérieur de prévention choisi ainsi que celui de l'organisme chargé des mesures d'empoussièrage.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 7

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le défrichement ne doit pas avoir lieu pendant la période de nidification des oiseaux.

Article 8

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 9

9.1. La puissance exploitée ne doit pas dépasser 70 mètres.

La profondeur d'exploitation est limitée à la côte minimale NGF de 215.

9.2. Méthode d'exploitation

L'exploitation se fait à ciel ouvert. Elle doit être conduite par gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres avec utilisation d'explosifs pour l'abattage.

Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin ; sa largeur est fixée par l'exploitant en fonction des résultats de la détermination et de l'évaluation des risques, en prenant notamment en compte la stabilité des fronts, le risque de chutes de blocs à partir du gradin supérieur et de chutes des engins sur le gradin inférieur, durant toutes les phases de l'exploitation de la carrière.

Les matériaux de découverte doivent être stockés en vue de leur utilisation pour les opérations de remise en état qui doivent s'effectuer au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

SECURITE DU PUBLIC

Article 10

10.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

10.2. L'accès des zones d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

10.3. Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière.

Article 11

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille ou du front de taille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

Article 12

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille,
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 13

13.1. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

13.2. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière.

13.3. Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

13.4. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

13.5. Rejet des eaux.

13.5.1. Un bassin de décantation d'un volume suffisant recueille les eaux de ruissellement.

Ce dernier bassin est muni d'un émissaire de sortie qui débouche dans la rivière La Loue.

L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Tous les deux mois dans la période allant du 1er novembre au 30 avril, l'exploitant procède à la mesure du débit, du pH, des matières en suspension totales (MEST), et des hydrocarbures, sur un échantillon moyen du rejet. Les résultats de ces mesures sont communiqués à l'inspecteur des installations classées. Les valeurs limites à respecter sont précisées dans le paragraphe suivant.

Les eaux issues du traitement des matériaux sont dirigées vers des bassins de décantation. Après décantation, les eaux se déversent dans un bassin d'eau claire. L'eau de nettoyage des matériaux est pompée dans ce dernier bassin.

Un pompage d'appoint d'un débit maximum de 8 m³/h, destiné à compenser les pertes au cours du traitement, est effectué dans la rivière La Loue.

En aucun cas, les eaux de traitement des matériaux ne doivent être déversées directement dans la rivière.

13.5.2. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) après décantation doivent respecter les prescriptions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température < 30° C,
- matières en suspension totales (MEST) < à 35 mg/l (norme NF T 90 105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125 mg/l (norme NF T 90 101),

- hydrocarbures < à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

13.6. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits. Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et installations, etc) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs); les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères; les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

13.7. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 22 septembre 1994, l'exploitant met en place un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement.

La mesure des retombées par la méthode des "plaquettes de dépôt" doit être conforme à la norme NFX 43-007.

Les plaquettes au nombre de 4 sont implantées judicieusement sur le site, en des points dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées selon la périodicité suivante :

- 1 période de mesure de 15 jours minimum tous les 2 mois d'octobre à mars,
- 1 période de mesure de 15 jours minimum tous les mois d'avril à septembre.

Les mesures sont transmises tous les trimestres à l'inspecteur des installations classées.

13.8. L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

13.8.1. Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de zone autorisée sont les suivants :

- . période diurne (6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés) : 60 dB(A)
- . période nocturne (21h30 à 6h30 ainsi que dimanches et jours fériés): 55 dB(A).

En chacun des points de contrôle, l'appréciation des effets du bruit perçus dans l'environnement doit être faite par comparaison du niveau de réception par rapport au niveau limite défini ci-dessus ou au niveau initial déterminé dans les formes prévues au paragraphe 2.3. de l'arrêté du 20 août 1985.

13.8.2. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

13.8.3. Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

13.8.4. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, ainsi que les règles techniques qui y sont annexées, lui sont applicables.

Toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire, telle que définie dans la circulaire du 23 juillet 1986, ne doit être effectuée que par un organisme agréé.

Au moins une fois par an lors d'un tir de mine, l'exploitant procède à une mesure des vibrations au niveau des habitations les plus proches. Les résultats sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

Les mesures doivent être effectuées plus fréquemment lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations.

13.9. Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

REMISE EN ETAT

Article 14

14.1. La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté.

La remise en état doit comporter les mesures suivantes :

- purge des fronts de taille,
- aménagement des falaises résiduelles,
- remblaiement total du palier le plus profond,
- régalaie des terres de recouvrement et des stériles sur le carreau,
- ensemencement du carreau,
- démontage et évacuation des installations en fin d'exploitation.

14.2. La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (ou six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation).

L'exploitant doit adresser au préfet un dossier comprenant :

- la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

Article 15

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article 4-2 de la loi du 19 juillet 1976 dans les conditions suivantes.

15.1 Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement tel que défini aux articles 9 et 14 du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

- première période d'exploitation et réaménagement (de la date de notification du présent arrêté à 5 ans après cette date) : 204 251,19 Euros,
- deuxième période d'exploitation et réaménagement (de 5 ans après la date de notification du présent arrêté à 10 ans après cette même date) : 206 080,58 Euros,
- troisième période d'exploitation et réaménagement (de 10 ans après la date de notification du présent arrêté à 15 ans après cette même date) : 198 534,36 Euros,
- quatrième période d'exploitation et réaménagement (de 15 ans après la date de notification du présent arrêté à 20 ans après cette même date) : 213 855,48 Euros,
- cinquième période d'exploitation et réaménagement (de 20 ans après la date de notification du présent arrêté à 25 ans après cette même date) : 233 231,75 Euros,
- sixième période d'exploitation et réaménagement (de 25 ans après la date de notification du présent arrêté à la fin de l'autorisation) : 233 231,75 Euros,

Le document attestant la constitution des garanties financières doit indiquer dans son article 2 que le montant maximum du cautionnement est de **204 251,19 Euros (TTC)**. Conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté, ce document est joint à la déclaration de début d'exploitation.

15.2 En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

15.3 Une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

15.4 Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document conforme à l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

15.5 Le montant des garanties financières fixé à l'article 15.1 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice correspondant à la date de signature de la présente autorisation.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 15.1 ci-dessus,
- augmentation de cet indice supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 15.4. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 15.9 ci-dessous.

15.6 Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 15.1 ci-dessus, et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant à l'article 15.1, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

15.7 Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

15.8 Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L.514.1 du Code de l'Environnement a été exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

15.9 L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 15.4 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1 du Code de l'Environnement.

15.10 Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L.514.11 du Code de l'Environnement.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16

En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant Règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002, avertir monsieur le conservateur

régional de l'archéologie à Bordeaux afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

En particulier, l'exploitant doit :

- signaler immédiatement toute découverte : construction, fosses, sépultures, etc...
- cesser tous travaux aux environs immédiats de la découverte,
- conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du service régional de l'archéologie,
- autoriser les visites des représentants mandatés de ce service et permettre les prélèvements scientifiques.

Article 17

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 18

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant 2 années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 19

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976 et le décret du 21 septembre 1977 susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du code minier (article 28, 41 et 42 de la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 susvisée).

Article 20 : délai et voie de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 6 mois à dater de sa notification,
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 6 ci-dessus.

Article 21

Le présent arrêté sera notifié à la SA Calcaires et Diorite du Périgord.

Une copie sera déposée à la mairie de Lanouaille et pourra y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Lanouaille pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Ampliation de l'arrêté sera adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 22

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne
- M. le maire de la commune de Lanouaille
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine à Bordeaux
- M. l'inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **04 OCT. 2002**

Le préfet

**Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général**

Frédéric BÉNÉF-CHAMBELLAN

Pour ampliation

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Coordination Interministérielle

Alain CARTAIGER



ANNEXES A L'ARRETE

N° 021751

DU 04 OCT. 2002

ANNEXE I : PLANS

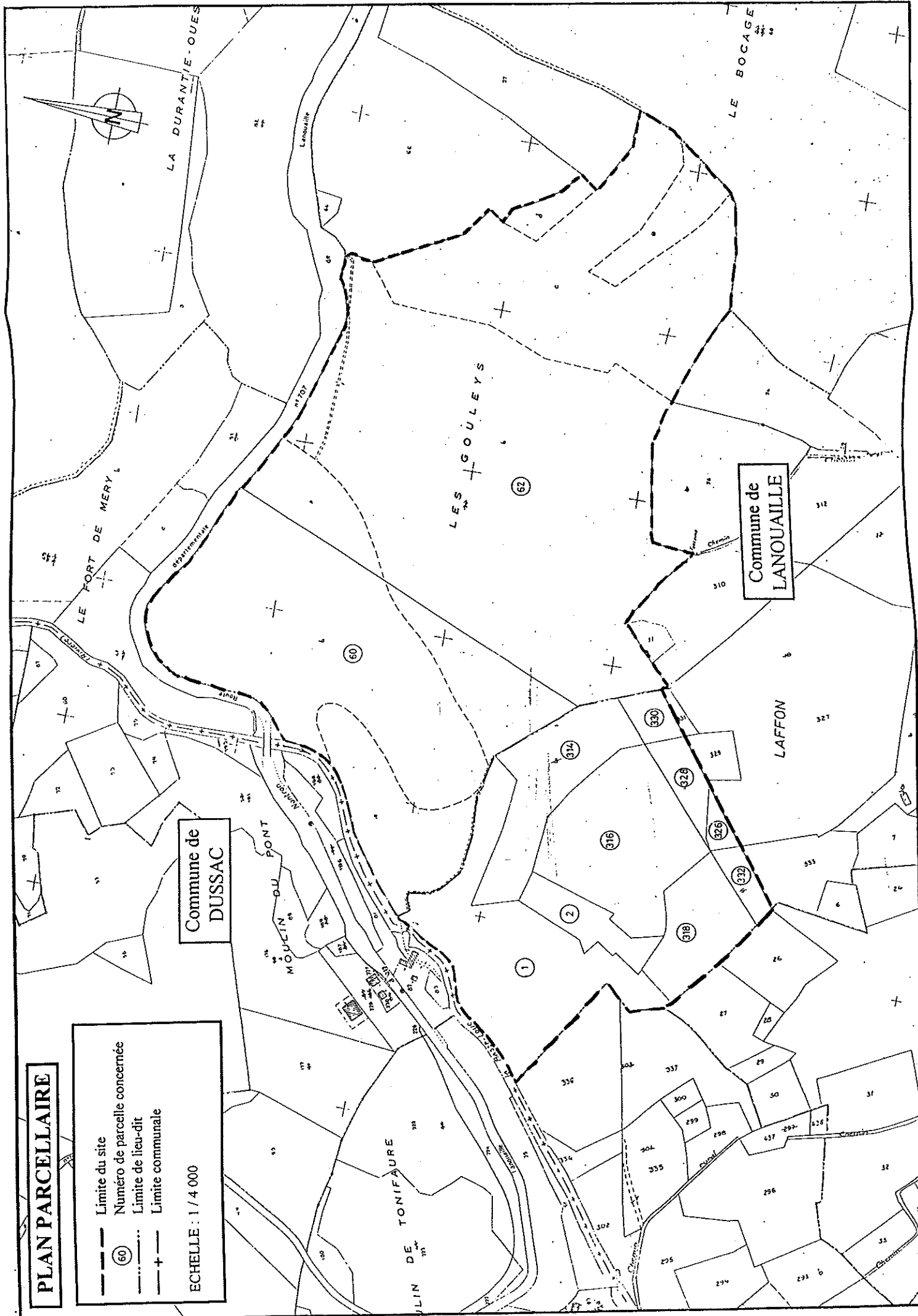
Plan d'ensemble

Plan de phasage

PLAN PARCELLAIRE

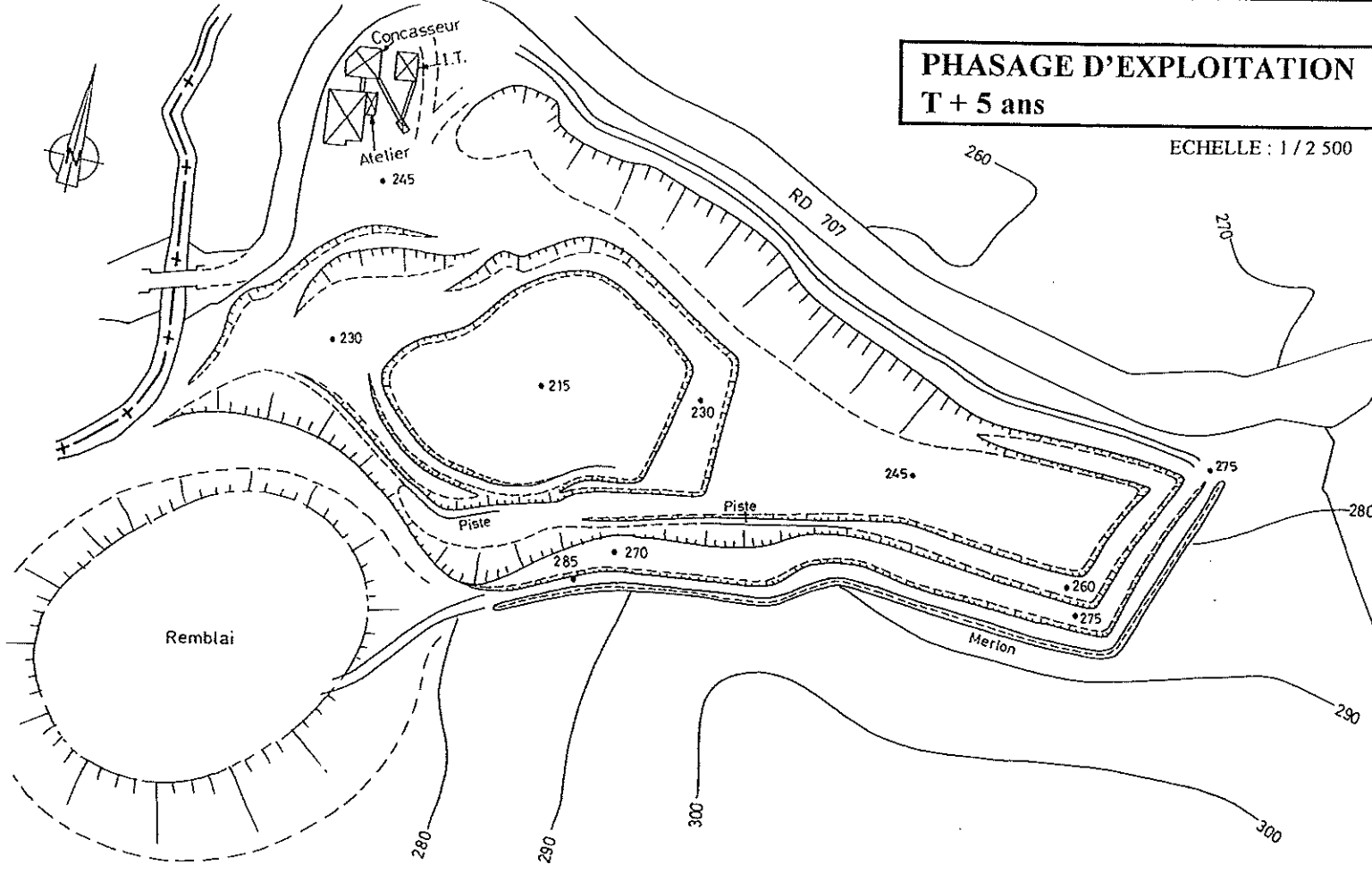
- Limite du site
- ⑥0 Numéro de parcelle concernée
- · - · - Limite de lieu-dit
- + - + - Limite communale

ECHELLE : 1 / 4 000



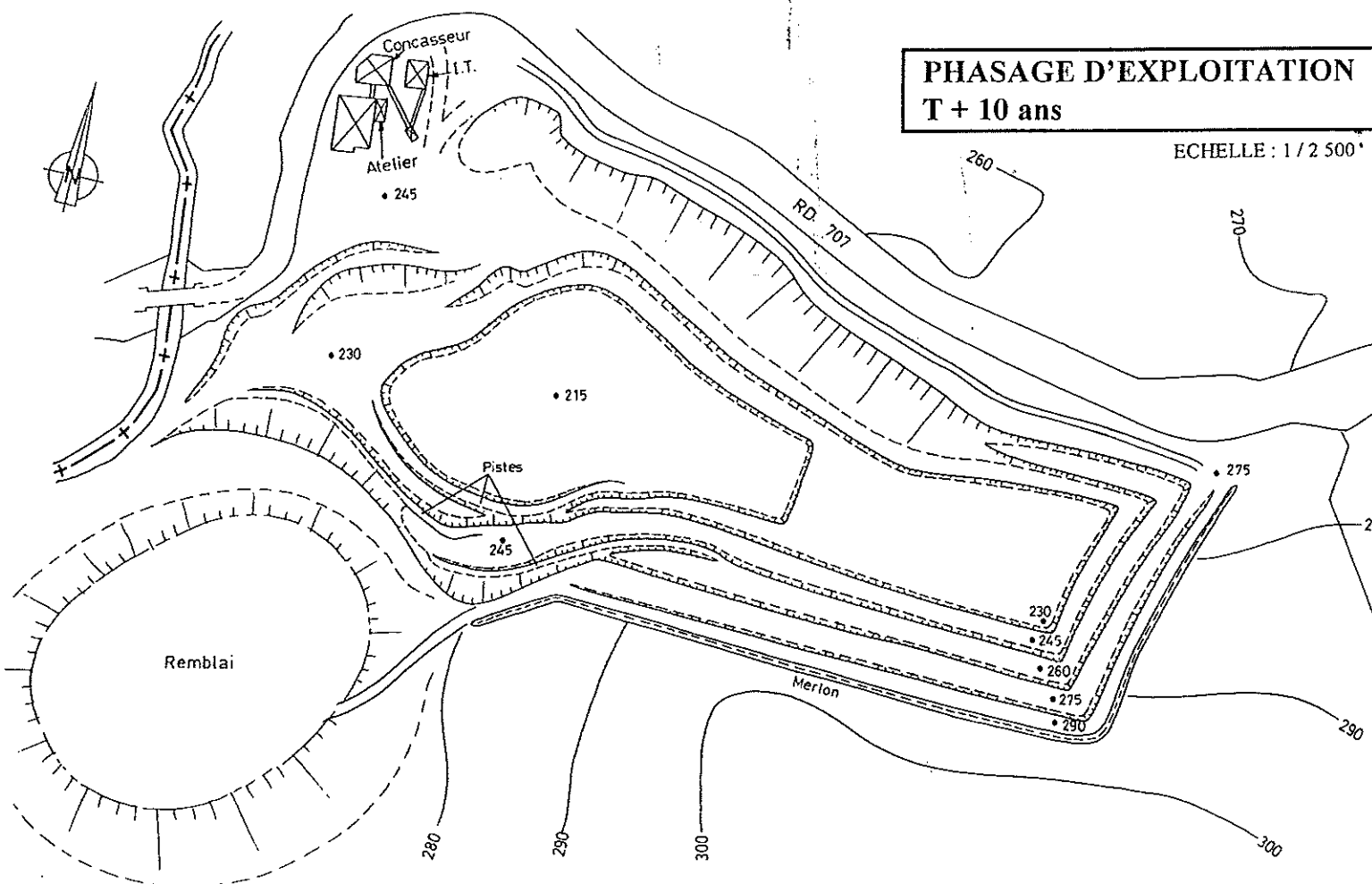
**PHASAGE D'EXPLOITATION
T + 5 ans**

ECHELLE : 1 / 2 500



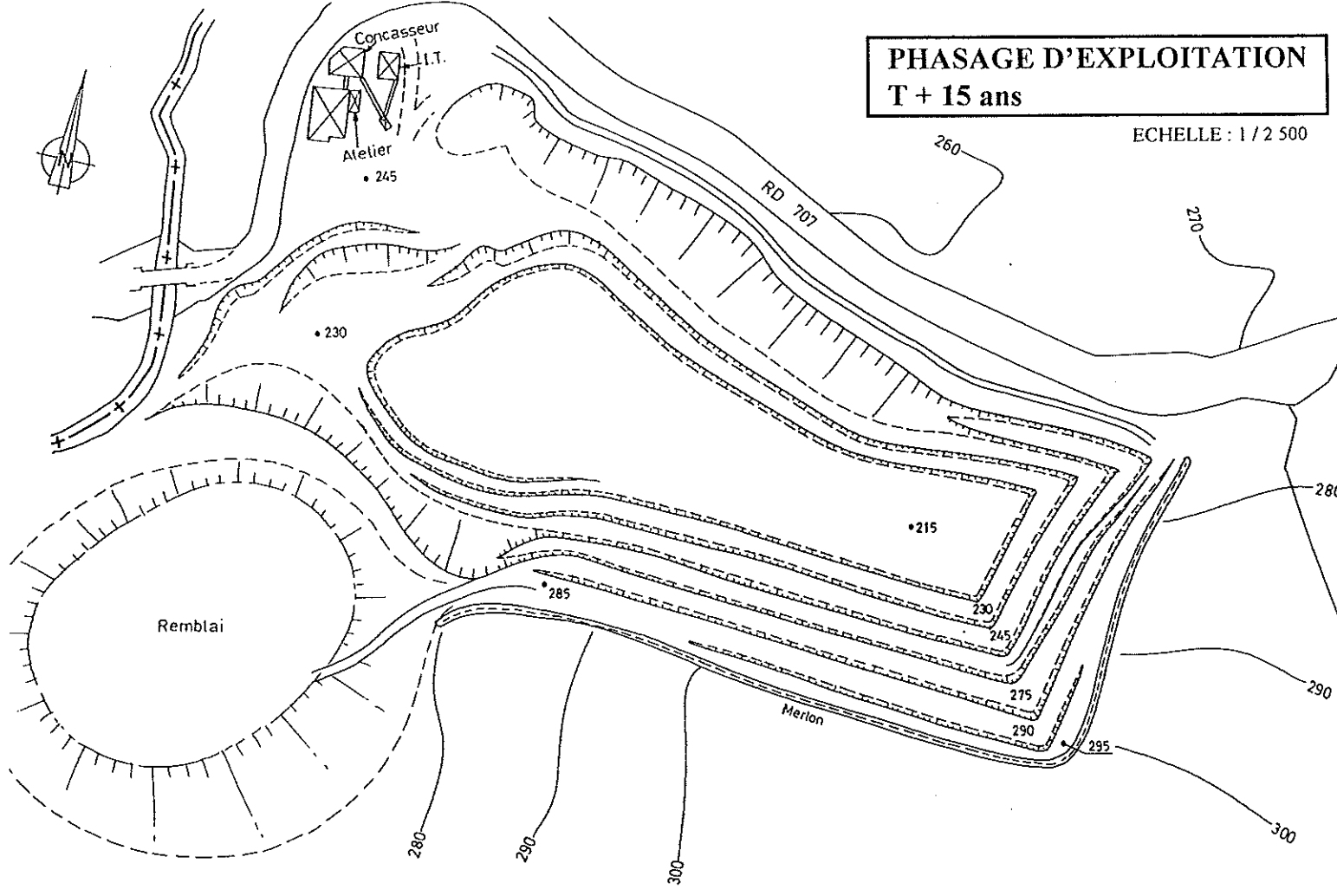
**PHASAGE D'EXPLOITATION
T + 10 ans**

ECHELLE : 1 / 2 500



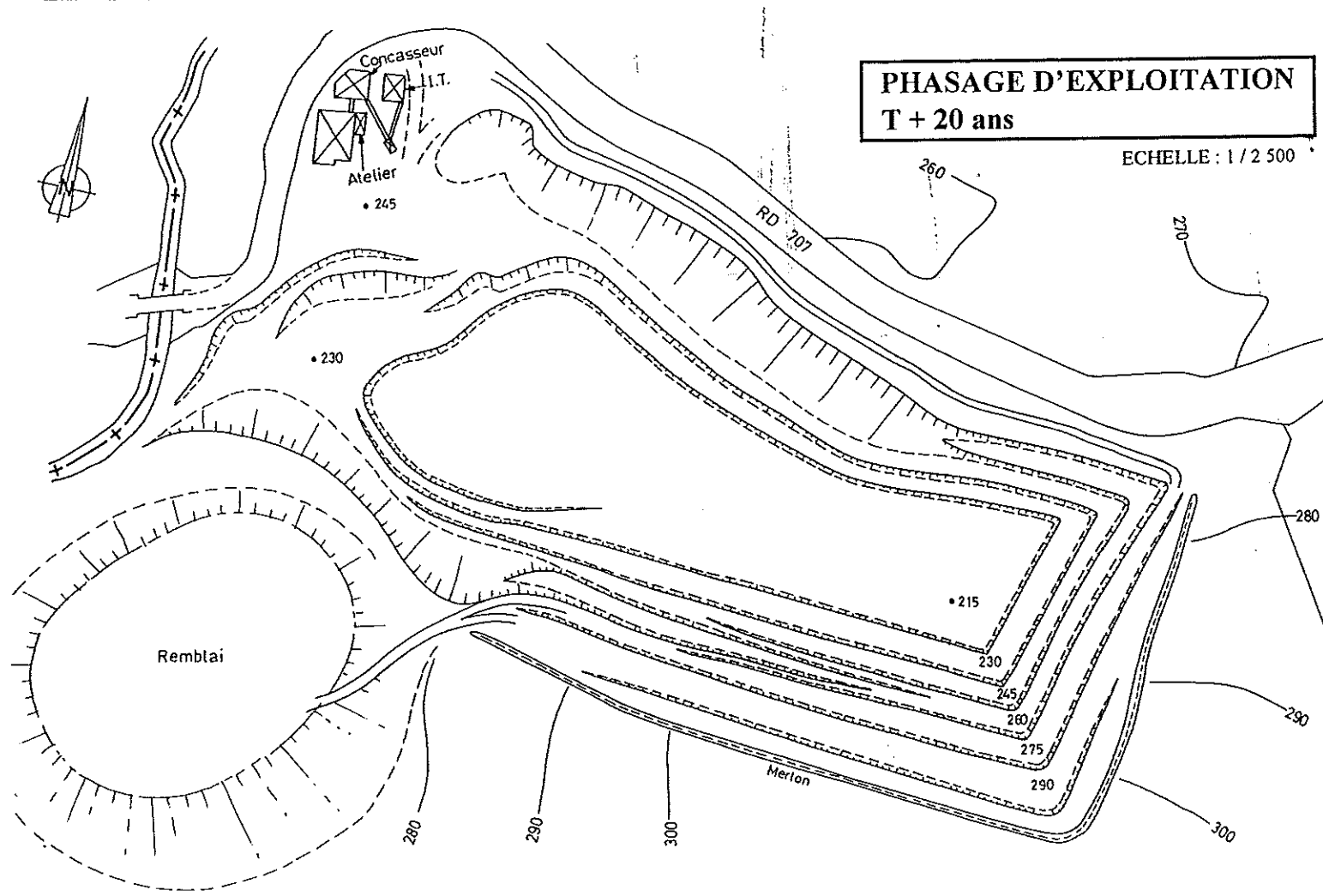
**PHASAGE D'EXPLOITATION
T + 15 ans**

ECHELLE : 1 / 2 500



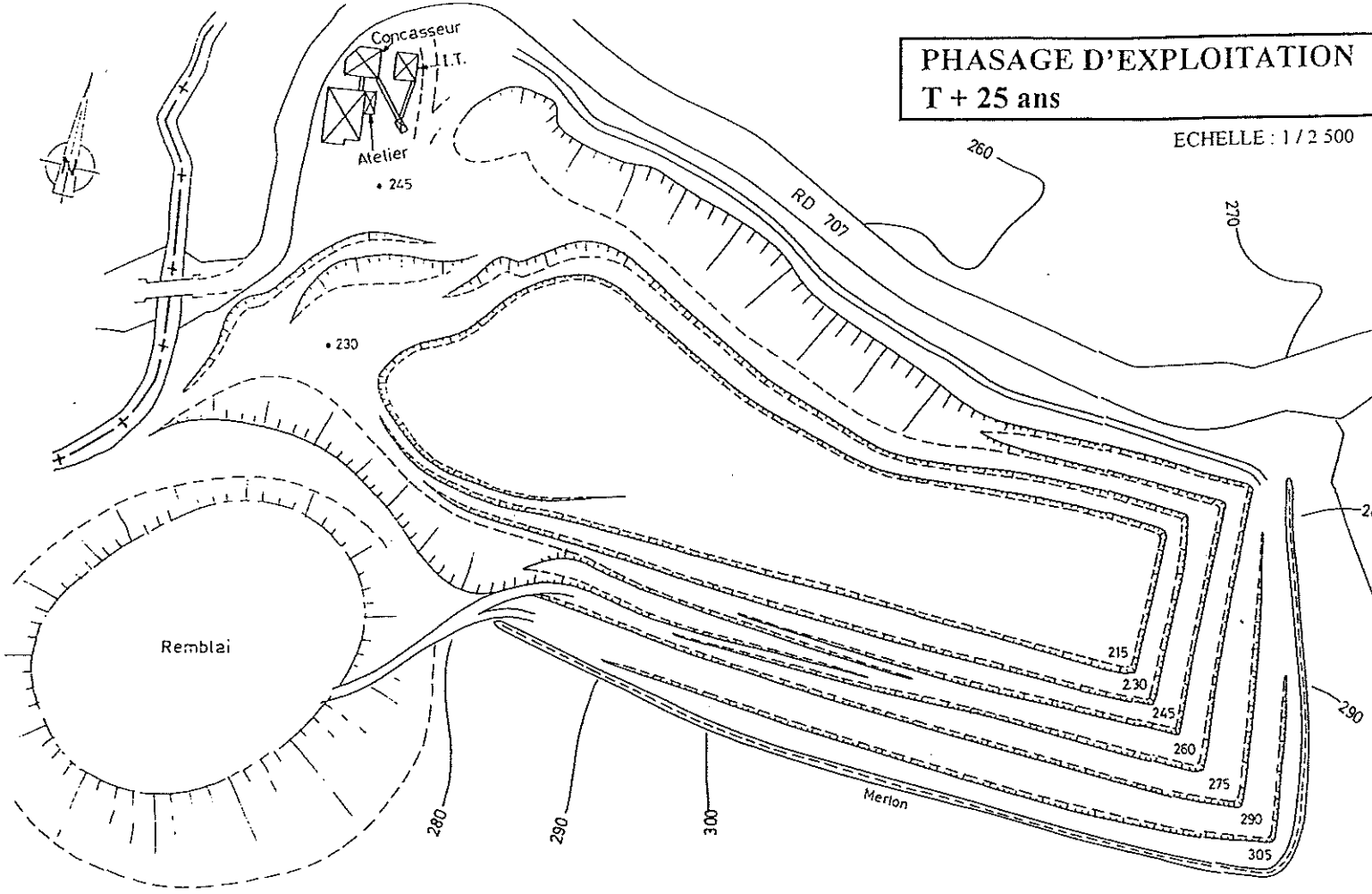
**PHASAGE D'EXPLOITATION
T + 20 ans**

ECHELLE : 1 / 2 500



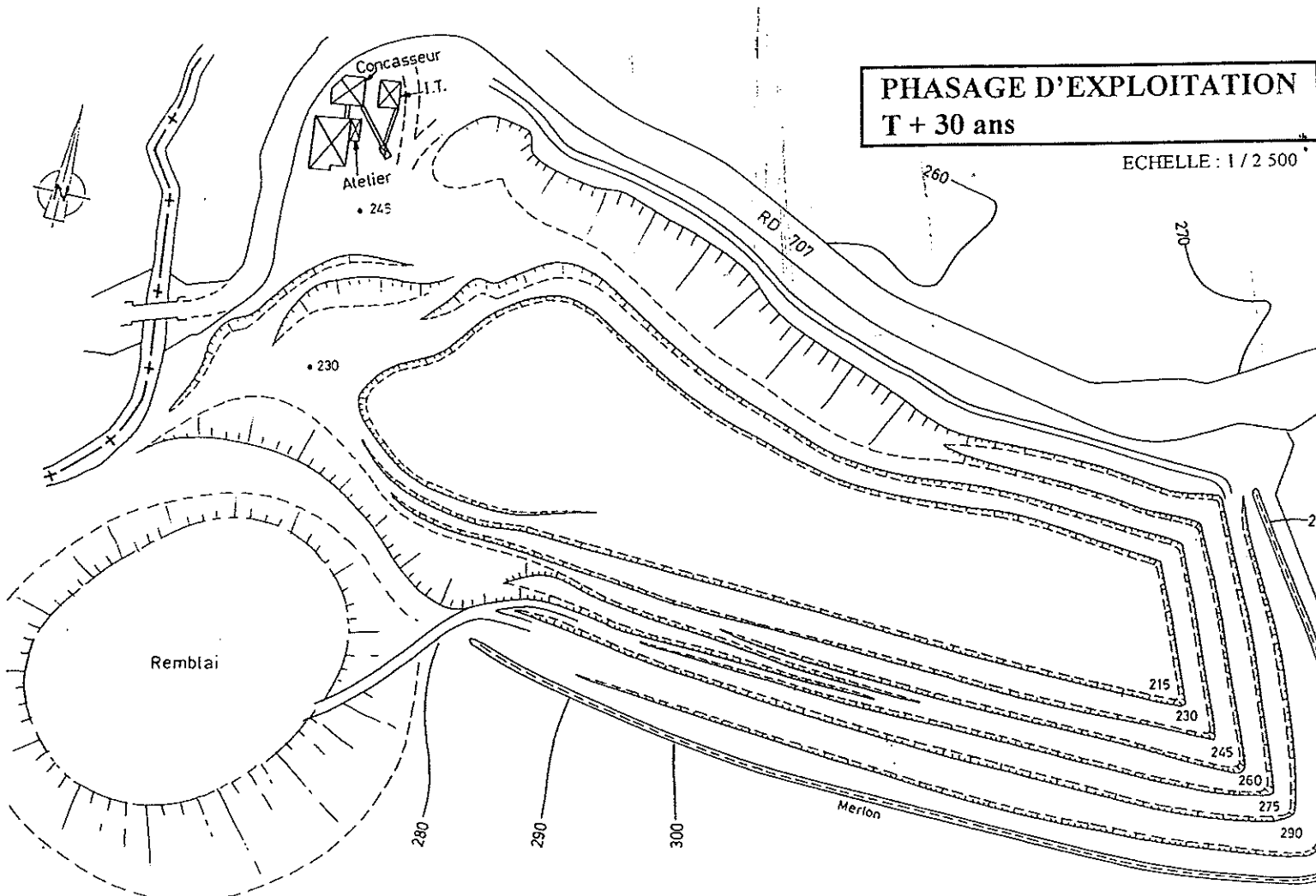
**PHASAGE D'EXPLOITATION
T + 25 ans**

ECHELLE : 1 / 2 500



**PHASAGE D'EXPLOITATION
T + 30 ans**

ECHELLE : 1 / 2 500

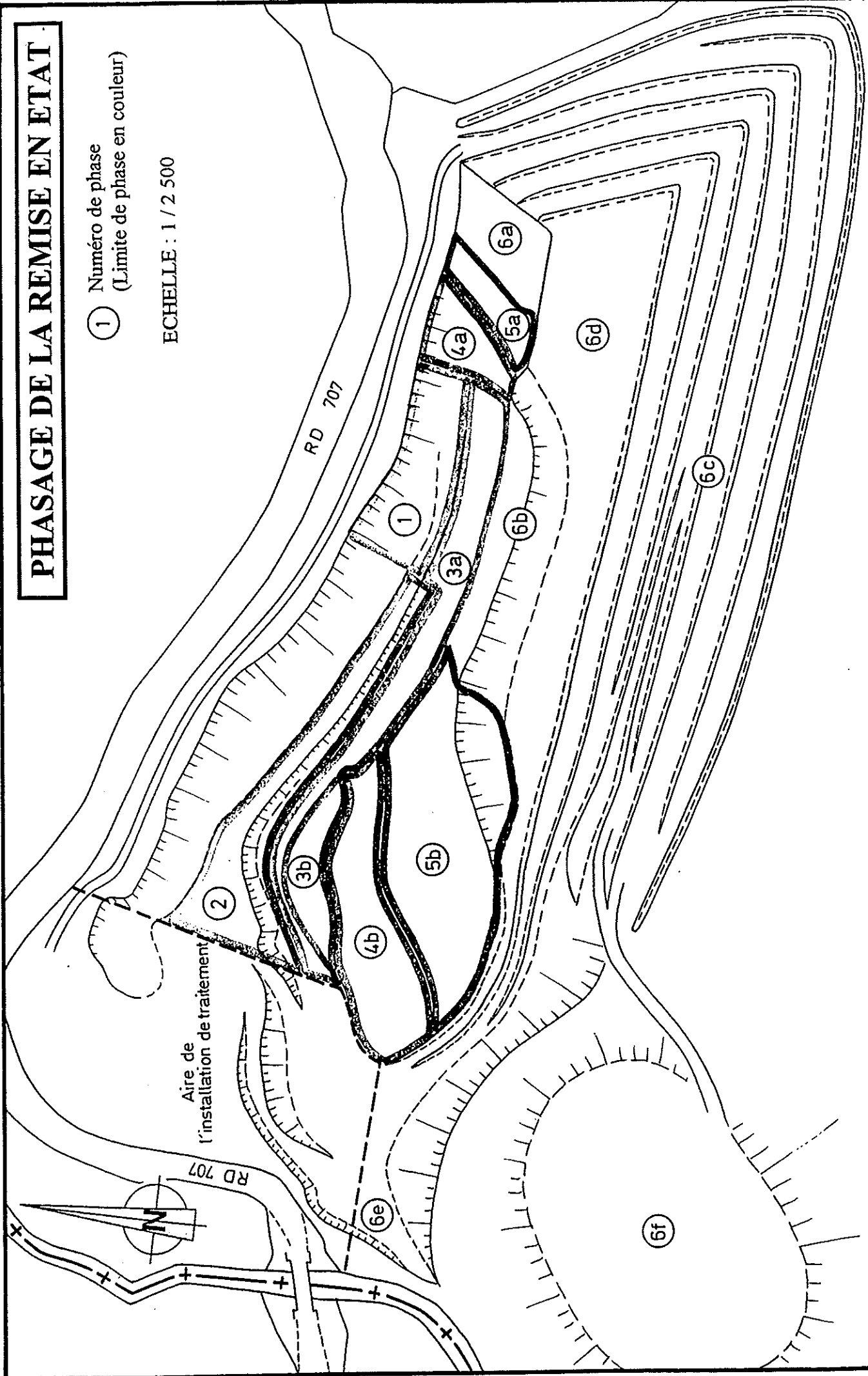


ANNEXE II : PLAN DE REMISE EN ETAT

PHASAGE DE LA REMISE EN ETAT

- ① Numéro de phase
(Limite de phase en couleur)

ECHELLE : 1 / 2 500



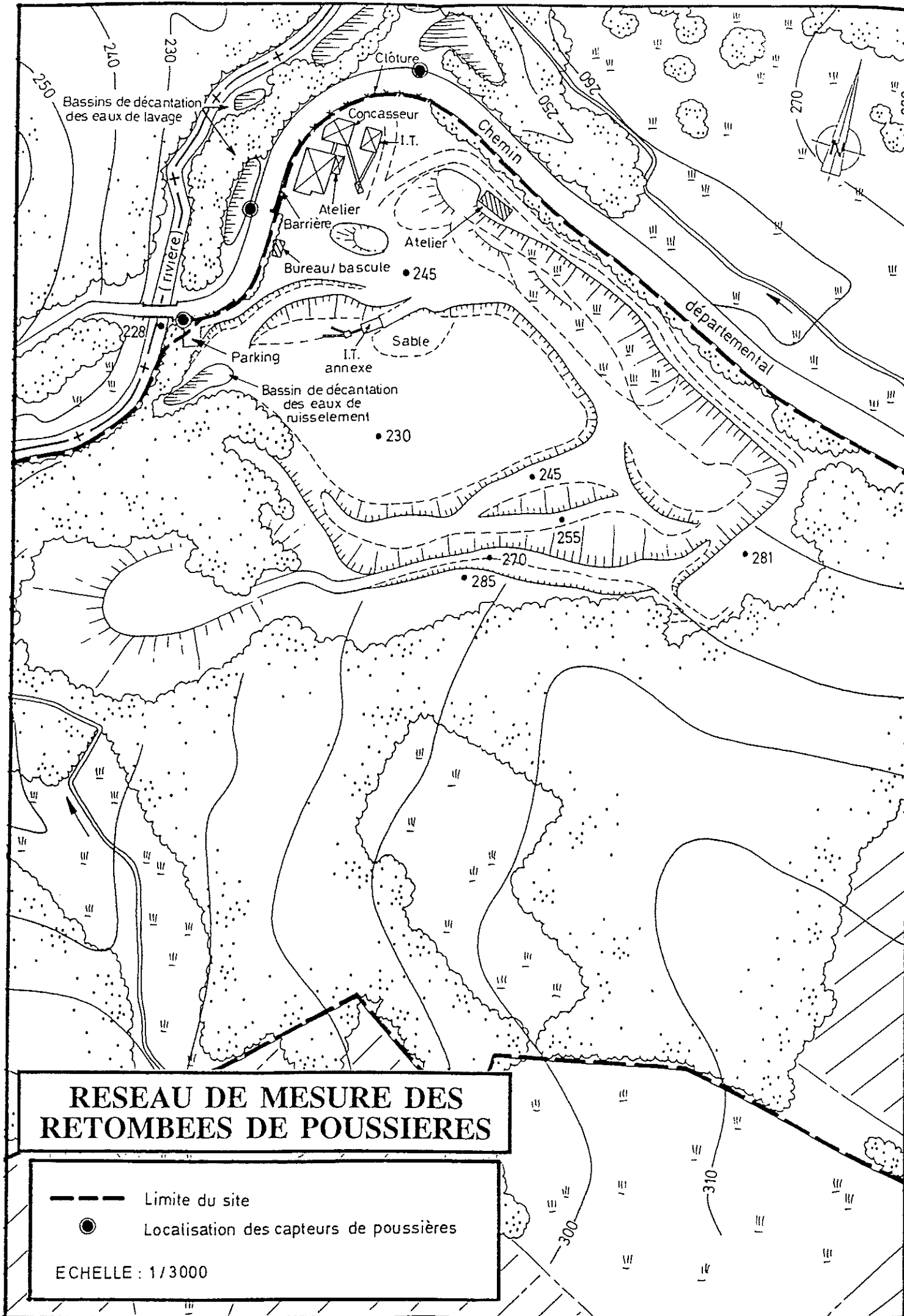
PLAN D'ETAT FINAL

- | | |
|--|-----------------------|
| | Limite du site |
| | Bouc, haie |
| | Frairie et lacs |
| | Plan d'eau |
| | Habitation, bâtiment |
| | Limite communale |
| | Courbe de navire |
| | Cote du sol en m. NGF |
| | Terre nue |
| | Culture |
| | Meillon |
| | Front |
| | Végétation hygrophile |
| | Ruisseau |
| | temporaire |

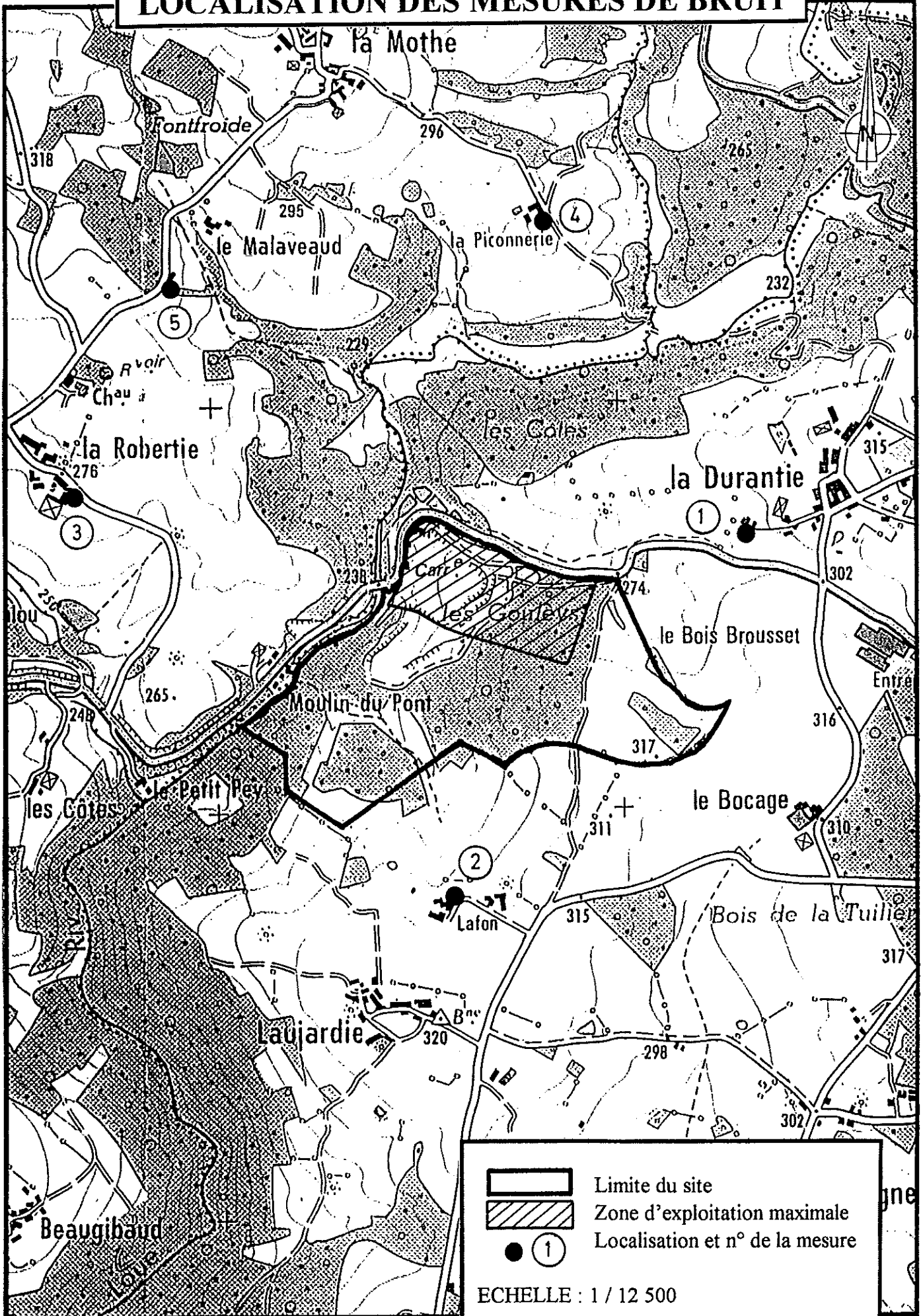
ECHELLE 1/5 000



<p>ANNEXE III : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURE ET DE CONTROLE</p>



LOCALISATION DES MESURES DE BRUIT



ANNEXE IV : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES CONTROLES

Société : SA Calcaires et Diorite du Périgord

FREQUEUNCE DES CONTROLES

Désignation	Contrôles périodiques (par l'exploitant)	Contrôles par un laboratoire agréé	OBSERVATIONS
Eau		Tous les 2 mois du 1 ^{er} novembre au 30 avril	
Bruit		Lors de la 1 ^{ère} année d'exploitation	
Vibrations		Lors du 1 ^{er} tir	
Poussières		1 période de mesures de 15 jours minimum tous les 2 mois d'octobre à mars 1 période de mesures de 15 jours minimum par mois d'avril à septembre	